

ESPAGNE: LA CORRIDA DES MENTALITÉS

«Folles! Les femmes sont devenues folles!», s'étouffe ma cousine en remuant vigoureusement son poisson dans la poêle. «Je veux bien croire qu'avant nous n'étions personne, mais à présent que nous avons tous les droits, ce n'est pas le moment de les perdre avec des scandales pareils!»

Le scandale en question? Un avortement public auquel les journalistes sont conviés, histoire de démontrer qu'il «n'y a rien là». Dans cette Espagne dont le gouvernement est socialiste depuis 1982 mais où l'avortement était encore totalement illégal en 1986, ce n'est pas la première fois que les Commissions pour l'avortement ont recours à de tels modes d'action. Déjà en 1985, lors des Journées féministes de Barcelone, elles avaient organisé un premier avortement public et filmé. Le film ayant été taxé de «montage», les Commissions récidivaient en juin 1986 — juste avant la mise en vigueur de la Loi sur l'interruption volontaire de grossesse — et organisaient dix avortements illégaux simultanément dans sept villes différentes, sous l'oeil des caméras.

Chaque fois, les réactions avaient été vives et cela non pas seulement de la part de l'Opus Dei, de Pro-vie et d'autres regroupements conservateurs mais également de féministes elles-mêmes qui, tout en étant en faveur de l'avortement, avaient trouvé ce genre d'interventions de mauvais goût et surtout plus nuisibles qu'efficaces.

Pourquoi récidiver, alors? Surtout maintenant, en décembre 1986, alors qu'on a enfin obtenu une loi permettant l'avortement? Parce que cette loi, justement, ne satisfait personne. D'abord, elle n'autorise l'interruption de grossesse que dans trois cas précis: malformation du fœtus, viol ou danger pour la santé physique ou mentale de la mère. Première déception pour les féministes qui, bien sûr, ont milité aux côtés des femmes socialistes pour l'avortement libre et gratuit.

À peine votée, voilà que cette loi déjà restreinte était rendue à peu près inapplicable par toute une série de tracasseries juridiques, légales et administratives qui aboutissent, en décembre, à

Huit ans après le procès des avortées de Bilbao, cinq ans après l'élection des socialistes de Felipe Gonzalez, les féministes espagnoles se heurtent encore au machismo, à l'Opus Dei, au catholicisme... et à leurs propres divisions. Et pourtant, quel bond en avant! Gloria Escomel revient de Barcelone.



«Il y a plus de femmes tuées par leur mari que de militaires tués par les terroristes basques!»

un jugement du Tribunal suprême. Celui-ci déclare la loi «inconstitutionnelle» car, dit-il, la clause qui autorise l'avortement pour «danger physique ou psychique» encouru par la mère donne lieu à tous les abus.

Le combat pour l'avortement est à son comble: chaque année 300 000 avortements clandestins se soldent par environ 600 morts et 4 500 femmes atteintes

de lésions graves. Beaucoup de cliniques privées font des affaires en or, à raison de 400 ou 500 \$ l'intervention alors qu'en Angleterre, où vont celles qui en ont les moyens, il n'en coûte que la moitié. Certains centres, il est vrai, participent à la lutte en s'auto-accusant publiquement, qui d'en avoir pratiqué 15 000 dans l'année, qui d'en avoir réalisé un millier.

; Viva el machismo!

Mais une petite rétrospective serait peut-être utile ici pour mieux comprendre d'où part l'Espagne dans le combat féministe. Jusqu'en 1931, non seulement les femmes n'ont aucun droit mais leur infidélité conjugale est punie... de mort! Ce n'est pas pour rien que le mot *machismo* est espagnol!

1931: Deuxième République. Les femmes obtiennent le droit de vote, la possibilité d'être élues, l'égalité des droits dans le mariage, et le droit au travail sans autorisation du chef de famille. Enfin, en Catalogne seulement, l'avortement et l'utilisation des contraceptifs sont autorisés; mais il est vrai qu'en Catalogne — où depuis le XIII^e siècle le droit d'aïnesse prime sur le droit des hommes —, les femmes ont toujours eu plus de prérogatives.

1936: Guerre civile. En 1939, Franco établit sa dictature — pardon! sa «régence» — et toute l'Espagne fait un bond en arrière. Les femmes d'abord, *caballeridad* oblige: les voilà sous tutelle.

En 1961, une timide législation sur la femme au travail cherche à leur accorder quelques droits. Vers 1974, commencent à se former les premiers regroupements d'associations féministes, en préparation de l'Année internationale de la femme.

1975: mort de Franco. Le roi Juan Carlos I^{er} manifeste sa volonté de libéraliser l'Espagne. L'Année internationale, qui voit les premières «journées pour la libération de la femme», commence bien! En 1977, le Gouvernement crée une Sous-direction générale de la condition féminine. L'année suivante, une Constitution est votée qui reconnaît l'égalité juridique des hommes et des femmes sur tous les plans. En 1979 se crée un Parti féministe espagnol, d'obédience communiste, qui commence à faire campagne avec un programme révolutionnaire pour les femmes. À vrai dire, il passe un peu inaperçu sauf dans les cercles féministes qui sont loin d'être unanimes à son sujet.

Cette même année éclate un scandale qui va mobiliser les féministes: le procès de Bilbao. Dix femmes qui ont avorté et

GLORIA ESCOMEL

leur avorteuse sont condamnées, les unes à six ans de prison et l'autre à 60 ans de réclusion! Une pétition de 25 000 signatures et des manifestations monstrueuses obligent les juges à reporter le procès en 1981, puis en 1982. Finalement, les «clientes» sont relâchées, et l'avorteuse condamnée à 12 ans de prison mais aussitôt amnistiée... Entre-temps, en 1981, on obtenait la Loi sur le divorce, en soi une véritable révolution.

1982: un gouvernement socialiste est élu. L'année suivante, il crée un Institut de la femme, l'équivalent de notre Conseil du statut de la femme. On en attend beaucoup...

Et maintenant? Les mentalités...

«Avant que les socialistes arrivent, sur le plan juridique, l'essentiel était obtenu, me dit Marisa Vines, rédactrice d'une revue technologique, mais on pouvait attendre d'eux un certain nombre d'actions de promotion et d'information sur les droits des femmes. La plupart ignorent encore ce que leur a donné la Constitution de 1978. Bien sûr, je parle surtout des femmes les plus âgées, les

moins instruites, mais elles constituent la majorité. Maintenant, les journaux et la télévision ne parlent que d'avortement, comme si le seul combat des femmes était là: c'est ambigu, parce qu'en même temps, on «monte» l'opinion contre les féministes, alors que la plupart des gens sont encore saisis par la libéralisation sexuelle, l'éclatement des familles par le divorce, la réduction du nombre d'enfants... Et les avortements publics n'aident pas la cause. Ajoute à cela le taux de chômage qui grimpe, et les conservateurs n'ont qu'une envie: renvoyer les femmes à la maison et à la procréation!»

C'est sans doute pourquoi les socialistes au pouvoir ont prudemment attendu d'être réélus en juin 1986 pour mettre en vigueur la loi sur l'avortement. Auparavant, en janvier, ils avaient eu l'intelligence de faire voter une loi sur les conditions de travail du personnel domestique, qui comprend un million et demi de femmes, souvent exploitées. Cette loi leur assure le salaire minimum pour 40 heures de travail hebdomadaire, les diverses assurances — chômage et

maladie —, et 30 jours de vacances annuelles payées par l'employeur. C'est une loi «minimale», certes, mais qui représente un énorme progrès.

Le taux de chômage, qui atteint actuellement 22,5 % de la population active (48 % pour les jeunes!), affecte particulièrement les femmes: 29 % d'entre elles étaient salariées en 1980 alors qu'elles ne sont plus que 27 % en 1986. Et, là plus qu'ailleurs, ce sont surtout des célibataires — plus de la moitié —, des veuves, séparées ou divorcées que des femmes mariées (15 %), qui travaillent au dehors de la maison. Et la double tâche, pour ces dernières, reste écrasante: la mentalité des hommes, sauf en de très rares milieux évolués, n'a pas beaucoup changé. Celle des femmes non plus, à vrai dire, qui croient déchoir lorsque tout n'est pas impeccable à la maison ou dans la mise du mari et des enfants.

«Faire évoluer les mentalités, c'est toute une affaire!», répètent les unes et les autres. Les budgets alloués à l'information ne semblent pas forts. Inutile de chercher une revue féministe dans les nombreux kiosques qui sollicitent le regard dans la rue; inutile, dans une revue féminine, de chercher des articles très dénonciateurs. On m'indique une librairie de femmes, à Barcelone, où je trouverai, m'assure-t-on, tout ce qu'il y a. Je m'y rends. C'est un local minuscule, juste au coin de la rue Valencia, où dominent livres de femmes en catalan, oeuvres hispaniques, classiques américains ou français en traduction, abécédaires du féminisme, mais, question magazines d'actualité...

Si, tout de même: quelques exemplaires de la revue *La Mujer feminista*, publiée aux deux mois par l'Union des femmes féministes de Madrid, un exemplaire de mars 1986 de *Tribuna feminista*, du Centre féministe d'études et documentation (l'éditorial se plaint, justement, du manque de fonds qui ne permet pas de publier régulièrement, et la librairie me confirme qu'il s'agit vraiment du tout dernier). Des exemplaires antédiluviens d'une revue lesbienne qui a cessé de paraître, et des feuillets dactylographiés d'un bulletin féministe catalan, que je prendrai deux heures à traduire pour ne rien comprendre aux querelles entre groupes, essen-

tiellement nommés par leurs sigles à des lectrices initiées.

Y mañana: trépigner ou piétiner?

C'est là aussi où les choses se compliquent en cette Espagne aux nombreuses particularités régionales, où les provinces ont un certain pouvoir législatif, et où le *derecho al pataleo* (le droit de trépigner) a été trop longtemps jugulé publiquement. Ce ne sont donc pas les groupes féministes qui manquent, ni même, on l'a vu, un Parti, c'est une certaine cohésion. Car s'il y a des réseaux, comme celui des Féministes indépendantes, celui des Amazones, celui des socialistes, celui des Collectifs pour l'avortement, ils se heurtent parfois à la Coordination des organisations féministes de l'État espagnol, qui dépend de l'Institut de la femme, ou aux regroupements municipaux.

Bref, si l'union fait la force, ici on sent que c'est déjà la débâcle. Entre les radicales qui durcissent leur position contre le Parti féministe (jugé trop marxiste-léniniste, ce dont il se défend), le Parti communiste qui interdit à ses membres de lire les publications du Parti féministe, qui pourtant se proclame communiste, la section des femmes du Parti socialiste (qui a l'immense tort d'être au pouvoir) que les féministes indépendantes considèrent aliénées, mais dont elles recherchent l'alliance face aux radicales, quand ce n'est pas contre les communistes... une chatte n'y retrouverait pas ses petits!

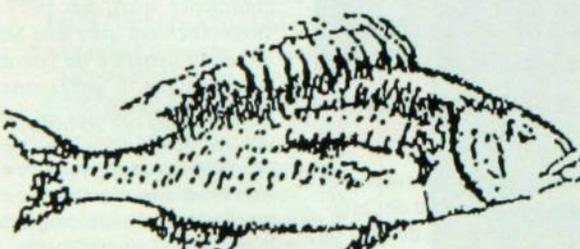
On les retrouve unies, cependant, face à quelques questions, comme l'avortement, l'entrée de l'Espagne dans l'Otan (toutes s'y opposaient à l'exception des socialistes, divisées), la violence en milieu familial, le silence des médias face aux événements féministes.

Un avantage cependant: cette rivalité même pousse les groupes à se rallier les indifférentes, à rejoindre les moins informées, les plus démunies. Ainsi, le Parti féministe met à la disposition des femmes un conseil juridique, et court les usines pour répandre de l'information sur les droits des travailleuses et des épouses, sur la contraception et l'avortement, sur les recours en cas de mauvais traitements. Ainsi, l'Institut de la femme subventionne les projets d'information des groupes féminis-

LES 4 ATOUTS DU SYMPOSIUM

VARIÉTÉ
la marée du jour à votre table

FRAÎCHEUR



ambiance et service
CHALEUREUX

rapport qualité/pr.,
AVANTAGEUX



**À VOUS
DE JOUER!**

4293 ST-DENIS
MONTRÉAL QUÉBEC
842-0867



Encore en 1986, 300 000 avortements clandestins se soldaient par 600 morts et 4 500 cas de lésions graves.

tes, défend leur programme de promotion de la femme auprès des membres du gouvernement, et ne cesse de produire des rapports, à sa demande. Ainsi, divers groupes organisent des colloques (sur la prostitution, à Valence; sur le sexisme dans l'enseignement, les nouvelles technologies de la reproduction, à Barcelone), qui ont au moins l'avantage d'attirer des journalistes, donc de générer certains articles de sensibilisation.

Ainsi, surtout, des groupes de quartiers travaillent sur les problèmes quotidiens des femmes: mais leur travail, inégal selon les municipalités et les provinces, est difficile à évaluer et tient davantage de l'assistance sociale que du féminisme. Mais n'y a-t-il pas lieu, parfois, dans le concret, de confondre les deux? C'est la question que beaucoup de militantes se posent, en cette période de crise et de chômage.

À coups de drames

«Dans le cas des femmes battues, par exemple, explique Montse Garrido du Parti féministe, il s'agit non seulement de leur dire quels sont les recours, mais de leur assurer un service de protection, en plus d'un abri, s'il leur arrive de quitter la maison. Parce qu'on ne peut pas compter sur la police, qui ne prend pas au sérieux les "baffes" assénées par les maris à leur femme ou à leurs enfants: ça fait partie de la vie familiale!»

Un scandale a pourtant éclaté aux Canaries, qui a contribué à sensibiliser l'opinion: Rosario García Lopez, séparée de son mari qui la violentait, avait en

vain et à plusieurs reprises porté plainte, alléguant les menaces de mort proférées contre elle. Elle a finalement été tuée à coups de bâton par son conjoint, que personne ne s'était soucié de surveiller. L'Association des femmes juristes des Canaries a organisé des protestations contre la lenteur et l'inefficacité de la Justice, et des manifestations de solidarité ont eu lieu un peu partout.

«Mais il faut multiplier les événements sensationnels pour que les pouvoirs fassent quelque chose, poursuit Montse, et on ne peut tout de même pas espérer que des drames humains surviennent pour nous permettre de les exploiter. Surtout dans des cas de violence familiale, où la conspiration du silence est tellement grande. Et pourtant, il y a plus de femmes tuées par leurs maris que de militaires tués par les terroristes basques.»

Le féminisme dévoile des scandales tellement enfouis et banalisés par les faits divers et l'habitude qu'on a toujours tendance à l'accuser de dramatisation ou de généralisations hâtives. Surtout dans un pays où les femmes ont l'habitude de supporter l'autorité, où le catholicisme invite toujours à la résignation et à l'expiation par la souffrance. Les carcans commencent à se lézarder, certes: encore s'agit-il de ne pas trop se fier aux apparences d'une libération sexuelle qui s'étale en images pornos ou en petites annonces ahurissantes, où même les sadomasos peuvent s'offrir ou solliciter des partenaires.

Mais pour qui revient en Espagne tous les deux ou trois ans, pour qui compare les trois dernières générations, un fait est incontestable: les femmes ont fait un bond en avant. Si certaines militantes ont aujourd'hui l'impression de piétiner, c'est parce que le combat d'aujourd'hui — alors que les droits sont juridiquement reconnus —, demande comme partout ailleurs des stratégies renouvelées, une véritable guerre d'usure contre les mentalités conservatrices ou réactionnaires, et des conditions économiques et sociales qui ne dépendent pas seulement des femmes ou des partis, mais de la politique mondiale.

Gloria Escomel, professeure de littérature et journaliste, est membre du comité de rédaction de *La Vie en rose*.

8 MARS 1987 JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES



ON AVANCE

BEAU TEMPS MAUVAIS TEMPS

Intersyndicale 8 mars



Illustration: Claude Baudouin